



**Institut
EGA**

Enjeux géopolitiques contemporains

Cours de M. Romain BERTOLINO

Institut d'Études de Géopolitique Appliquée - 31 Rue de Poissy 75005 Paris

www.institut-ega.org – secretariat@institut-ega.org

N°RNA : W712004835 - N°SIRET : 849 769 906 00025

La République populaire de Chine (RPC) (ci-après « Chine ») est certainement l'État dont le développement général apparaît comme le plus impressionnant. En effet, alors que le pays était, il y a encore quelques décennies, le sujet de nombreuses interrogations d'un point de vue politique, démographique, économique et militaire, force est de constater que la Chine laisse désormais peu de doutes sur son avenir.

La Chine est sans aucun doute un État imposant et dynamique. En effet, son PIB est estimé à 12 238 billions de dollars¹, ceci représentant environ 14,87% du PIB mondial. Sa croissance, en 2017, s'élevait à environ 7%. S'agissant du commerce mondial, elle affiche une balance commerciale positive d'environ 510 730 millions de dollars (2017).

Au niveau institutionnel, la Chine est une République composée de vingt-deux provinces² (l'île de Taiwan étant la 23ième), de cinq régions autonomes³ (Guangxi, Mongolie-Intérieure, Tibet, Xinjiang), de quatre municipalités⁴ (Tianjin, Chongqing, Shanghai et Pékin) et de deux régions administratives spéciales⁵ avec Hong-Kong et Macao. Géographiquement, la Chine a une superficie de 9 562 911 km², ce qui en fait le quatrième plus grand État à l'échelle mondiale.

La Chine est également caractérisée, au-delà de ces aspects, par son poids démographique. Sa population totale est en effet estimée à 1 378 665 000 habitants, État le plus peuplé au niveau mondial - mais qui va bientôt être rattrapé par l'Inde dans les années à venir.

Enfin, des éléments importants relatifs à l'énergie et aux capacités militaires doivent être évoqués pour comprendre davantage le poids de la Chine. Sur le plan énergétique, la répartition de sa production d'énergie repose majoritairement sur le charbon (environ 75%) - que la Chine importe notamment d'Australie -, suivi par le pétrole (environ 8,6%), le gaz naturel (environ 4,5%), les biocarburants et déchets (environ 4,5%), l'énergie hydraulique (environ 4%), les autres énergies renouvelables (environ 1,9%) et le nucléaire (environ 1,80%). Sur le plan militaire, la Chine se caractérise par un effectif total de 2 035 000 et un budget de 150 000 millions de dollars, soit environ 1,2% de son PIB.

Ainsi, grâce aux différents facteurs ici exposés, le poids de la Chine dans l'économie mondiale mais également du point de vue stratégique est important. Cette montée en puissance inquiète notamment les États-Unis qui y voient l'avènement d'une superpuissance souhaitant déstabiliser son hégémonie.

¹ Un billion représente mille milliards.

² Les provinces sont les plus hautes divisions administratives de la République populaire de Chine.

³ Les régions autonomes sont des divisions territoriales dans lesquelles des minorités ethniques importantes vivent. Ces régions possèdent une plus grande autonomie que les provinces susmentionnées.

⁴ Il s'agit de municipalités élevées en quelque sorte au grade de province. Ces municipalités dépendent directement de l'autorité centrale.

⁵ Ce statut administratif spécial confère des compétences diverses, notamment dans le domaine économique.



Crédit : Actualitix

I. La République populaire de Chine : organisation et intérêts stratégiques

Après une longue période de guerre civile, le parti communiste chinois, avec à sa tête Mao Zedong, proclame le 1er octobre 1949, sur la place Tiananmen, la création de la République populaire de Chine (RPC).

L'actuel Président, Xi Jinping, également Secrétaire Général du Parti communiste chinois (80 millions de partisans), appartient à la dernière génération politique ayant connu Mao Zedong et la révolution culturelle - il a d'ailleurs, à l'âge de 16 ans, été déporté. Il se distingue cependant de ses prédécesseurs de différentes manières, faisant notamment de constantes références au confucianisme.

S'agissant des moyens à sa disposition - Xi Jinping étant le Chef des armées -, il peut appuyer sa politique sur une armée aguerrie à la guerre asymétrique. L'armée chinoise, dénommée l'« Armée populaire de libération » a su se reformer au début de la guerre froide grâce au soutien et à l'influence du partenaire soviétique, ce soutien se matérialisant par le biais de transfert de très hautes technologies, dont l'arme nucléaire. C'est d'ailleurs en 1964 que la République populaire de Chine procédera à son premier essai nucléaire.

L'armée chinoise s'est véritablement professionnalisée à partir des années 1990 - ce qui était une nécessité étant donné le relatif « archaïsme » qu'on pouvait lui prêter du fait d'un effectif total de cinq millions d'hommes. La Russie vendra à cette époque du matériel militaire à la Chine afin qu'elle se modernise.

Son rythme de production de navires de guerre est tel que le chef d'état-major de la Marine française, Christophe Prazuck, annonçait que la Chine levait en 4 ans à peu près l'équivalent de notre Marine nationale. La Chine posséderait d'ailleurs 12 sous-marins nucléaires (le Pentagone estimant en revanche qu'uniquement quatre sont opérationnels). Preuve qu'elle accorde une importance considérable au développement de sa flotte navale, elle possédait douze *destroyers* en 2012 tandis qu'elle en disposait de vingt-huit en 2018. Elle possède également deux porte-avions, dont le second est 100% *Made in China* (quatre sont actuellement en construction).

C'est d'ailleurs cette volonté d'accroître ses capacités militaires qui inquiète les principaux acteurs de la région, dont les États-Unis - la Chine développant cette force navale pour contrôler les mers de Chine méridionale et orientale. À ce titre, elle revendique très sérieusement les îles Diaoyu/Senkaku, Spartleys et Paracels, quand bien même cela suscite des tensions avec d'autres États de la région.

D'autres îlots sont également revendiqués par la Chine, cette dernière n'hésitant pas à les bétonner pour créer des infrastructures diverses (port, piste d'atterrissage, etc.) afin de pouvoir imposer sa possession territoriale. Elle profite d'un certain vide juridique sur la question de la possession de ces îlots pour les contrôler par la force et empêcher le passage de bateaux, ce qui pose de sérieux problèmes étant donné que la zone est caractérisée par un flux incessant de marchandises.

Au-delà du contrôle pur et simple de ces îlots, la Chine agit de la sorte afin de sécuriser ses activités et ses approvisionnements énergétiques. À ce titre, elle a construit une multitude de bases navales le long de ces routes commerciales. Cette stratégie, dénommée le « collier de perles », consiste en l'achat, la location voire même en la construction de bases navales depuis son territoire vers le détroit de Bab-El-Mandeb - cette stratégie s'expliquant par le fait que 80% de ses importations énergétiques transitent par la mer de Chine méridionale et que 40% de ses importations d'hydrocarbures sont originaires du Moyen-Orient.

II. L' « initiative route et ceinture » ou « Belt and Road Initiative » (BRI) comme projet global

Le projet de la nouvelle route de la soie, désormais intitulé « initiative route et ceinture » a été initié par Xi Jinping un an seulement après son arrivée au pouvoir, en 2013, lors du discours d'Astana (capitale kazakhstanaise renommée depuis « Noursoultan »). Il s'agit d'un projet de dimension globale intégrant l'Eurasie, l'Afrique et l'Amérique du Sud et dont la finalité est de diffuser - voire d'imposer - les normes chinoises.

Économiquement, ce projet est d'une ampleur colossale puisqu'en 2013 le budget qui était censé être alloué s'élevait à environ 1 000 milliards de dollars, contre environ neuf fois plus aujourd'hui.

Le projet en question est si imposant que certains observateurs le comparent au Plan Marshall, ce dernier étant d'ailleurs de moins grande ampleur.

Le projet en question, au-delà de la diffusion des normes chinoises, a pour objectif d'exporter les surcapacités chinoises à l'étranger, et ce pour maintenir l'activité économique du pays. C'est d'ailleurs en ce sens que certains États participant au projet se sentent actuellement quelque peu trahis car pour construire les infrastructures nécessaires à ce projet, la Chine, par l'intermédiaire des entreprises mandatées, déploie ses propres travailleurs sur place - ceci ne profitant donc pas à l'économie locale.

De même, ce projet fait l'objet de critiques internes puisque certains dirigeants chinois estiment que le pays investit dans des pays dits « faillis » - comme le Pakistan avec le port de Gwadar -, ceci mettant en danger les investissements consentis. Ce pays est à ce titre un exemple révélateur puisque plusieurs dizaines de milliards de dollars ont été alloués au Pakistan afin de permettre la création d'un corridor stratégique au profit de la Chine. Néanmoins, le pays est particulièrement instable politiquement et s'avère être un point de refuge pour les djihadistes (notamment au Balouchistan).

En ce sens, la Chine entend s'appuyer sur des organisations régionales pour mettre en œuvre ce projet. C'est notamment le cas de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Cette organisation intergouvernementale, qui regroupe 45% de la population mondiale (Chine, Russie, Inde, Pakistan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kirghizistan), a plusieurs objectifs : le développement économique, la coopération politique et sécuritaire.

Elle est particulièrement active et importante du fait du développement du radicalisme à l'Ouest de la Chine, ceci représentant un défi sécuritaire pour la Chine et son projet, essentiel à sa stabilité.

III. Economie et société : la nécessaire réponse de la Chine à ses aspirations internes

Le projet de l'« initiative route et ceinture » est en effet d'une importance capitale pour la Chine. Cette dernière, dont la croissance économique était d'environ 6-7% en 2017, ne peut passer en dessous de la barre des 6% de croissance au risque de faire naître de sérieux risques d'instabilités sur les plans social et politique.

La situation économique de la Chine n'est en effet plus la même par rapport à il y a quelques décennies. La Chine n'est plus qualifiée d'« atelier du monde », bien au contraire. Elle est désormais une société particulièrement développée et moderne, un État dont l'industrie produit des biens à haute valeur ajoutée. Elle est également une économie de services, basculement qu'elle a consacré en 2010. Elle est d'ailleurs leader du e-commerce avec environ 733 millions d'utilisateurs.

Cependant, les risques de déstabilisation - réels si l'on ajoute en plus la guerre économique que se livrent la Chine et les États-Unis - ne se focalisent pas exclusivement sur les questions économiques. Les questions sociétales, dont les questions environnementales, sont très importantes. En effet, suite à la trajectoire amorcée il y a plusieurs dizaines d'années, la Chine fait actuellement

face à un environnement particulièrement pollué, cette situation représentant véritablement un problème pour les autorités chinoises.

Les autorités doivent répondre aux aspirations du peuple qui manifeste de plus en plus face à ce problème. À titre informatif, et afin de mieux percevoir ce pourquoi les ressortissants chinois manifestent, il y a de cela quelques temps encore une personne, à Pékin, inhalait l'équivalent d'environ deux paquets de cigarettes par jour. Cette situation dramatique ne concerne pas que l'air puisque les fleuves s'avèrent être très pollués, ceci posant des problèmes du point de vue alimentaire. Face à cette situation, le gouvernement chinois n'a pas d'autre alternative que de changer de modèle, si ce n'est de l'orienter, au moins, dans une autre direction afin d'apaiser les tensions internes au sein du pays. C'est en ce sens qu'à l'heure actuelle elle investit environ 45% de son PIB dans les énergies renouvelables (recherche, infrastructure, etc.).

Enfin, la Chine est caractérisée par une disparité flagrante au niveau de la répartition de sa population. Comme l'illustre la carte ci-dessous, il y a un différentiel particulièrement important en termes de densité de population entre l'Est et l'Ouest, le littoral ayant été à la source du développement économique de la Chine grâce à l'établissement de zones économiques spéciales.

Cette répartition géographique inégale n'est pas sans conséquences sur les tensions sociales puisque cela engendre des disparités économiques évidentes.



Crédit : Actualitix